

LES SAINTES-MARIES-DE-LA-MER

Festival d'abrivado dès demain

Le Festival d'abrivado fait son retour sur les plages des Saintes-Maries-de-la-Mer jeudi 11 et vendredi 12 novembre. Demain 12 abrivado sont offertes par la municipalité et le comité d'organisation des fêtes saintoises avec les manades Agnel, Aubanel, Baumelles, Chaballier, Sophie Chapelle, Colombet, Labourayre, Lafon, Lesco, Martini, Michel et Soleil. Rendez-vous à 8h30 pour le petit-déjeuner offert par le COFS sur la plage Est. Départ des abrivado à 11h de la plage Est. Vendredi 12 abrivado seront offerts par les commerçants.

/PHOTO J.R.



ARLES

Un marché artistique samedi

En marge du festival "Conservation arts et sciences" porté par le Cercle Arts Sciences en Camargue, une plateforme coopérative agissant autour de projets qui croisent connaissances scientifiques et créations artistiques, la chorégraphe et chercheuse en art, Nadia Vadori-Gauthier, se produira sur le marché, ce samedi matin. Aux côtés des danseurs et danseuses de l'Atelier Saugrenu, le groupe se glissera dans les interstices du marché pour partager son savoir-faire, le temps d'une performance de rue.

/PHOTO DR



La phrase

"Concernant les Rues en musique, il a fallu s'adapter en raison du Covid, et faire ça dans un lieu précis. Pour l'année prochaine je trouve le concept intéressant de remettre la musique dans la rue, on va travailler sur cette idée-là."

LE MAIRE PATRICK DE CAROLIS, À PROPOS DE LA MANIFESTATION CULTURELLE ESTIVALE DÉPLACÉE AU THÉÂTRE ANTIQUE CET ÉTÉ

A suivre

La sous-préfecture fermée jeudi et vendredi. La préfecture des Bouches-du-Rhône informe les usagers que ses services seront fermés au public le jeudi 11 novembre ainsi que le vendredi 12. La sous-préfecture d'Arles est concernée, et rouvrira le lundi 15 novembre aux horaires habituels.

Le calendrier de la Reine se dévoile. Rendez-vous ce soir à 19 heures en salle d'honneur de l'Hôtel de ville, pour la présentation du calendrier 2022 de la Reine d'Arles Camille Hoteman et de ses demoiselles d'honneur.

LE BLOC-NOTES

LE JOURNAL
Rédaction, 12, boulevard des Lices
☎ 04 90 18 30 00.
Fax: 04 90 49 91 52. arles@laprovence-presse.fr

LES URGENCES

Médecin. 15.
Pharmacie. La nuit, s'adresser au commissariat.
Commissariat. 04 90 18 45 00.
Pompiers. 18.
Gendarmerie. 04 90 52 50 60.
Hôpital. 04 90 49 29 29.
Urgences. 04 90 49 29 22.
Cabinets dentaires. 0 892 566 766 (0,34 € / min).

LES SERVICES

Rendez-vous vaccination Covid. 04 65 49 43 10.
Mairie. 04 90 49 36 36.
ACCAM Eaux. Eau et Assainissement 04 90 99 52 14. Urgence dépannage: ☎ 04 90 99 50 89.
GDF. 0810 893 900.
EDF. 09 726 750 13.
DDT. 04 91 28 40 40.

LES TRANSPORTS

SNCF. 36 35
Envia. 04 90 54 86 16.
Taxis. 04 90 96 90 03 (Arles taxi radio), 04 90 52 22 22 (Arles Taxi Service).
Taco and Co. Service de transport écologique 06 50 29 60 00.
Aéroport Nîmes. 04 66 70 49 49.
Info collecte. 04 84 76 94 00

LES PISCINES

Tournesol. Ouverte de 11 à 20 heures.
Trébon. Ouverte de 16 à 20 heures.

Les infirmiers anesthésistes en grève : activité réduite au bloc

CENTRE HOSPITALIER JOSEPH-IMBERT Ils suivent le mouvement national et demandent la juste reconnaissance législative, réglementaire et financière de leur profession

Après la réanimation, les sages-femmes, les urgences... Désormais ce sont les infirmiers anesthésistes (IADE) qui se mobilisent. Enfin, désormais, pas vraiment, puisque le mouvement, national, court déjà depuis un an. Sans grand succès, ces soignants déplorant "un ministère et un gouvernement qui font la sourde oreille". Résultat : les IADE de toute la France ont décidé de durcir le ton et de se faire entendre. Depuis le 2 novembre, et jusqu'à jeudi, ils sont en grève pour obtenir une juste reconnaissance de leur profession. Un mouvement reproductible jusqu'au 18 et qui est très massivement suivi partout dans l'Hexagone. Cette semaine, plusieurs collectifs d'IADE ont notamment appelé à une "semaine noire dans les blocs", avec "une activité réduite".

7 ans de formation et des compétences spécifiques

Le centre hospitalier d'Arles ne déroge pas à la règle. Sur les 12 IADE qu'il compte, tous en grève, "soutenus par les médecins anesthésistes qui connaissent nos compétences" insistent-ils. Ces compétences, justement, sont au cœur des recommandations. Car c'est bien de niveau de formation, d'autonomie de pratique et de responsabilité professionnelle dont il



Hier matin, les infirmiers anesthésistes (IADE), en grève jusqu'à jeudi (reproductible jusqu'au 18 novembre) se sont mobilisés devant les urgences en attendant leur assignation réglementaire. Une "semaine noire dans les blocs" est annoncée partout en France.

/PHOTO VALÉRIE FARINE

s'agit. "Il faut 7 ans de formation pour une reconnaissance Bac + 5 qui nous confère des compétences spécifiques en soins d'urgence/SMUR, en réanimation, dans la prise en charge de la douleur, l'enseignement", soulignent-ils. Si le Sécur de la Santé a permis l'instauration

d'une évolution en "pratique avancée" qui prend en compte et reconnaît la spécificité de certaines spécialités, "nous sommes les oubliés de cette avancée", alors même que "nous remplissons toutes les conditions et que ce statut (de praticiens avancés, Ndrr) existe

déjà et est totalement reconnu dans les pays anglo-saxons". Et la pilule est encore plus difficile à avaler quand on se souvient que dans le dur de la crise sanitaire "les lits de réanimation supplémentaires improvisés partout et les transports sanitaires, n'ont pu être possibles

que grâce aux infirmiers et infirmières anesthésistes qui avaient les compétences pour fournir cette main-d'œuvre nécessaire."

Déprogrammations en vue

Hier matin, les 12 IADE du centre hospitalier d'Arles n'ont eu d'autre choix pour se faire entendre (et voir) que de profiter d'une faille dans la procédure de grève. Appuyés par la CGT, ils ont cessé le travail dès l'ouverture du bloc, à 8h, n'ayant pas reçu en main propre (comme il est réglementaire) leur assignation nominative (entendez leur réquisition). Une action courte mais visible et marquante. Jusqu'à 10 heures (heure à laquelle la direction leur a remis le document en question), l'ensemble des opérations a été déprogrammé (hors urgences). Avant de reprendre mais pas à la normale, puisque "tant que le mouvement de grève sera conduit, l'activité du bloc opératoire sera réduite", ajoutent les IADE. Désireux de gagner ce combat pour eux bien évidemment, mais aussi pour les patients. "Pour qu'ils puissent continuer à bénéficier de professionnels bien formés, réflexifs et autonomes pour les anesthésier, les secourir et prendre soin d'eux en toute sécurité et humanité."

Julia RAZIL

L'ENTRETIEN AVEC LAURENT DONADILLE DIRECTEUR DE L'HÔPITAL D'ARLES

"La question de la fermeture de lits va se poser"

L'hôpital public souffre. Ce n'est pas un scoop. Des soignants manquent à l'appel, conduisant à des fermetures de lits (de l'ordre de 20 % à l'échelle nationale), ceux qui restent sont épuisés. Le Sécur de la Santé n'aura pas suffi à soigner les maux de l'hôpital. Dernièrement, le gouvernement a dû reporter la mise en application de la loi RIST qui menaçait directement le maintien de certains services (notre édition du 14 octobre dernier). À Arles, il s'agissait tout particulièrement du Smur et des urgences, mais cela touchait aussi le bloc et la réa. Les revendications aujourd'hui des IADE, mais hier de la réa, des sages-femmes et des urgences, peinent à se faire entendre. Et c'est dans ce contexte de crise, que le Covid est venu se greffer. À Arles, plus spécifiquement, le centre hospitalier a dû faire face aussi à une cyberattaque d'envergure cet été, laquelle a considérablement compliqué le travail des personnels. Face à tous ces obstacles, le directeur Laurent Donadille, est fier que "la communauté hospitalière se soit serrée les coudes ainsi". Mais admet désormais un "contrecoup général qui peut se comprendre". Entretien et état des lieux.

■ Si la direction de l'hôpital d'Arles n'a aucune marge de manœuvre pour remédier à la situation des IADE (le combat se mène au niveau législatif), elle devra néanmoins envisager des déprogrammations d'interventions dans les jours à venir...

On espère le moins possible. Déjà avec le Covid, nous avions eu de nombreux reports d'interventions. Ce que l'on souhaite c'est maintenir un maximum d'opérations mais si le mouvement de grève des IADE s'inscrit dans la durée, c'est

certain que ça va impacter. Nous devons faire un point.

■ Avec la loi RIST, certains services peinaient à remplir les plannings de novembre et étaient menacés de fermeture ponctuelle. Avec le report de l'application qu'en est-il ? Ce report a permis de retrouver un peu de marge de manœuvre pour faire venir les médecins. On a quasiment rempli toutes les plages horaires de novembre à l'exception d'une ou deux nuits pour le service des urgences. On cherche encore. La situation est meilleure que ce que nous avions craint à un moment donné mais ça reste très fragile et nous restons prudents. Cette réalité, assez inquiétante, nous prouve la nécessité de conforter nos ressources médicales.

■ On annonce 20 % de lits fermés actuellement en France, faute de soignants. Quelle est la situation à Arles ?

Avant les vacances de la Toussaint, nous avons dû fermer une dizaine de lits dans le service Soins de suite/rééducation polyopathologique, par manque de médecins. Cela devrait bientôt se résoudre. Mais nous sommes, comme partout, confrontés à des difficultés de ressources humaines particulièrement en ce qui concerne les infirmiers et infirmières. Cela fait notamment suite à l'obligation vaccinale et aux suspensions, même si à Arles le nombre de ces suspensions a été plus mesuré. Cependant, certains services sont plus touchés que d'autres notamment dans les équipes de nuit. À cela viennent s'ajouter les mouvements de grève chez les IADE, en réanimation... On constate aussi de l'absentéisme dans d'autres secteurs. Soit

Urgences/Smur : "La situation est meilleure que ce que nous avions craint à un moment donné mais ça reste très fragile"

on parvient à passer le cap du maintien de la totalité des lits (et Laurent Donadille d'insister sur l'intérêt du vaccin contre la grippe en cette période hivernale, Ndrr), soit on va avoir besoin d'aller plus loin dans les secteurs sensibles. Jusqu'à présent l'hôpital d'Arles n'était pas trop concerné par ces fermetures de lits mais la question va se poser. Il faut qu'on y travaille collectivement dans les jours et les semaines qui suivent.

■ Où en est-on de la cyberattaque dont a été victime l'hôpital le 2 août dernier ?

C'est la bonne nouvelle. Trois mois après ce piratage informatique, plus de 90 % des utilisateurs ont retrouvé la totalité de leurs documents. La quasi-totalité des logiciels fonctionnent à nouveau. On va aussi pouvoir redémarrer la facturation puisque pendant ces trois mois, l'activité elle, ne s'est pas arrêtée. Nous savons que nous devons encore renforcer notre système de sécurité informatique, on s'en donne les moyens. Et, on serait bien passé de cette publicité, mais le cas de l'hôpital d'Arles, ce qui y a été réalisé pour revenir à la normale le plus rapidement possible, intéresse le ministère de la Santé et sera utilisé pour un retour d'expérience au niveau national.

Recueilli par J.R.Z.

LE POINT COVID

Le Covid circule à nouveau de plus en plus en France, avec un taux d'incidence en augmentation.

À Arles, si cette hausse ne s'est pas (encore) traduite par une augmentation des hospitalisations, "on note néanmoins une hausse des tests positifs ainsi qu'une hausse des passages aux urgences pour symptômes Covid", indique Laurent Donadille, le directeur de l'hôpital Joseph-Imbert. Avant d'ajouter qu'au niveau départemental, par contre, "on constate une légère reprise de l'épidémie. Sur les 7 derniers jours, il y a eu une augmentation des hospitalisations pour Covid de l'ordre de 20 %".

Hier, à Arles, trois patients étaient hospitalisés en secteur conventionnel Covid. Trois patients vaccinés certes mais très âgés et présentant des comorbidités, "d'où l'intérêt de la dose de rappel", insiste Laurent Donadille. En réanimation, on comptait hier trois patients également. Deux personnes, âgées de 55 et 60 ans, non vaccinées, en réanimation depuis un mois ainsi qu'un patient vacciné, mais immunodéprimé.